

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Télex : PRENO A 211.628 F.  
 Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
 Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
 Numéro de la commission paritaire : 46 722.  
 Imprimé par Rotographie à Montreuil Riccobono (pour le Sud-Est).  
 Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).  
 • Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 Kr  
 • Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L  
 • Grèce : 22 Dr • Suisse : 1 Fs  
 • Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar  
 • Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

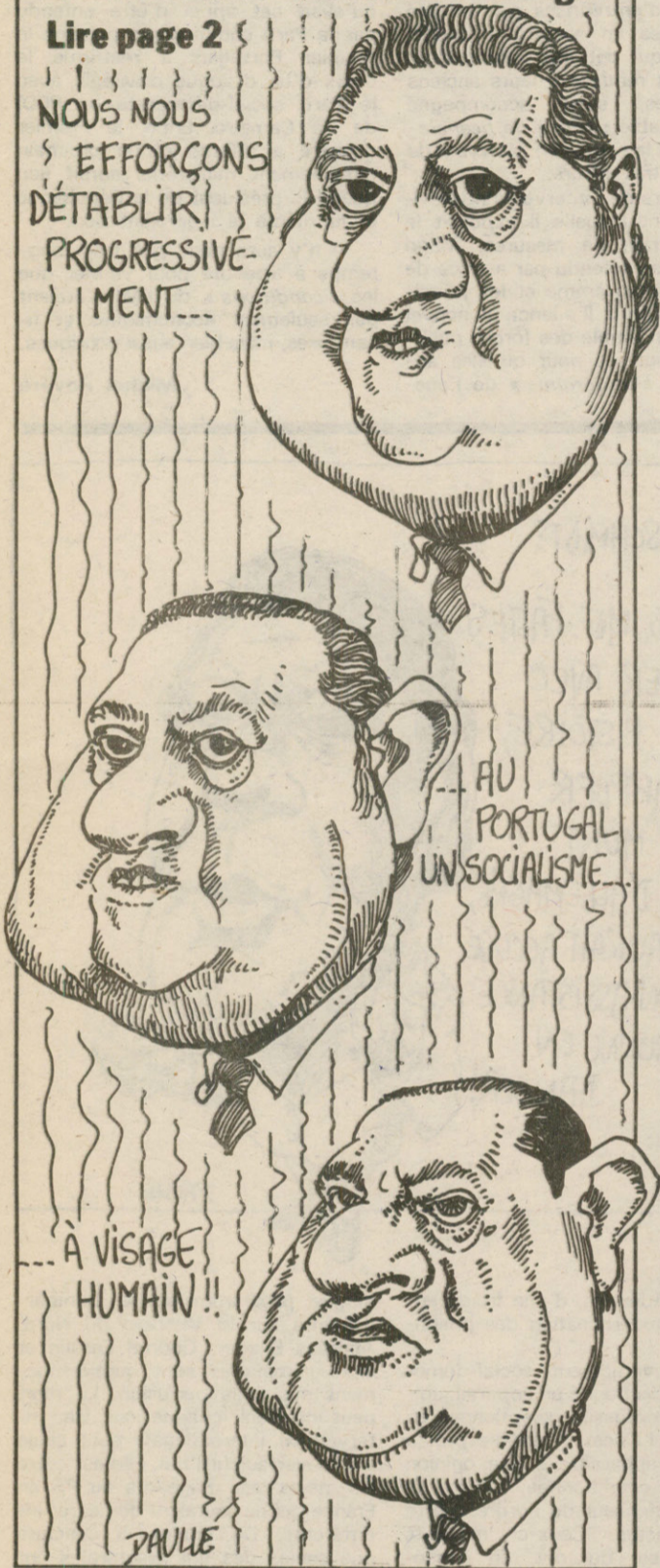
**La libération  
du Mozambique  
en images**

Lire page 6

## L'austérité socialiste au Portugal

Lire page 2

NOUS NOUS  
EFFORÇONS  
D'ÉTABLIR  
PROGRESSIVE-  
MENT...



AU  
PORTUGAL  
UN SOCIALISME

À VISAGE  
HUMAIN !!

**A PARTIR  
DE LUNDI ROUGE RETROUVE  
SES 12 PAGES QUOTIDIENNES**

Après les faux chômeurs, le ministre du Travail juge les travailleurs de l'ANPE:

# « POURRIS PAR LA POLITIQUE »

**A Clermont-Ferrand, devant une assemblée de patrons, Beullac vante les licenciements et attaque violemment des fonctionnaires de son ministère**

Les ministres, Premier compris, se sont transformés en voyageurs de commerce ces dernières semaines. Ils tentent de vendre un produit difficile : des assurances sur l'emploi. Les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances.  
 Barre court vainement après la CGT et la CFDT, qu'il n'a pu rencontrer — et ce fut bref — qu'à Charleville-Mézières. Par-tout, des cortèges de travail-

leurs mécontents l'accueillent pour saluer, à leur manière, ses voyages-éclair. Ce fut encore le cas, hier, à Toulouse. Et ce ne sont pas ses propos lénifiants sur la « nécessité d'associer une politique active de l'emploi, une politique industrielle et une politique active de l'aménagement du territoire » ou les exhortations à la patience sur le mode : « Il ne faut pas répandre des illusions et racon-

ter que tout est possible » qui masqueront une réalité faite de plus d'un million de chômeurs.  
 Est-ce la raison qui a poussé Beullac, ministre du Travail, à adopter un tout autre style ? On a pu prendre connaissance avec effarement, hier, grâce à l'AFP, des propos qu'il a tenus jeudi devant une assemblée de patrons à Clermont-Ferrand. Sur un ton incendiaire, ce ministre en exercice a réussi à

attaquer dans une même déclaration les fonctionnaires de l'Agence nationale pour l'emploi et l'inspection du travail. Pour terminer par un rappel des diverses possibilités de licenciement mises à la disposition du patronat...

On le savait, Beullac le confirme : le « Tour de France de l'emploi » n'est bien que celui du chômage.



**C'est officiel  
la hausse toujours  
en hausse**

Au moment où Beullac joue les provocateurs, l'indice officiel des prix pour juillet confirme ce que la presse annonçait depuis quelques jours, une forte hausse maintenue : 0,9 % en juillet contre 0,8 % en juin, soit 5,9 % depuis le début de l'année. De juillet 1976 à juillet 1977, la hausse atteindrait 10,1 %. Les experts officiels estiment cependant que « le sommet de la vague est atteint ». Air connu. Ils argumentent d'une légère baisse de la hausse des produits alimentaires et manufacturés. Les services seraient les responsables de l'accélération de la hausse, 1,1 % en juillet contre 0,5 % en juin. L'optimisme officiel est nourri d'un fort ralentissement de la hausse des salaires et d'une tendance à la baisse du prix des matières premières importées. Juillet n'aura toujours pas apporté à Barre les résultats qu'il escompte de son plan, et qu'il annonce toujours pour la prochaine fois. Il est vrai qu'en matière de salaires, le Premier ministre a davantage motif à satisfaction...

## Au Pellerin

### Une nouvelle centrale

La centrale nucléaire prévue au Pellerin, près de Nantes, vient d'être jugée « d'utilité publique » par une commission d'enquête. Les douze municipalités concernées avaient boycotté l'enquête, le préfet avait envoyé ses gardes mobiles pour imposer des « mairies annexes » à Cheix-en-Retz et au Pellerin où personne n'entrait, la majorité de la population concernée s'étant déclarée hostile. Pourtant la commission n'a rien trouvé de « valable pour contester la réalisation du projet ». Les milliers de paysans et travailleurs qui se sont mobilisés depuis que le projet est connu ne sont pas une raison valable. Ainsi vont les « enquêtes » menées par EDF : il n'y a vraiment pas à se plaindre, la démocratie est sauvée... Surtout quand le Service central de protection contre les rayonnements ionisants a donné un avis défavorable.

## Billancourt bouleversé

Il y a les centrales nucléaires, il y a les accidents de la circulation, il y a l'inflation, il y a les bandits qui tirent dans les tas et les flics qui le leur rendent bien, il y a Concorde qui ne se vend pas, il y a le Programme commun qui s'actualise difficilement, il y a Giscard et à son côté Barre, il y a l'été pourri, il y a d'autres calamités encore.

Et au milieu de toute cette brume, il y a, enfin, un rais de lumière, fugace, mais combien réconfortant : il y a Caroline de Monaco qui se fiance à Philippe Junot, et Paris-Match qui publie huit pages de merrrrveilleuses photos sur ce merrrrveilleux couple. Un rrrrrrève. Une petite princesse toute simmmple qui va épouser le descendant d'un maréchal d'Empire ennoblé par Napoléon.

Pourquoi faut-il que de mauvais journalistes en mal de ragots écrivent, dans le dernier Canard enchaîné, que le petit Philippe a autant à voir avec le prestigieux maréchal napoléonien que Valéry avec Louis XV ? Cherche-t-on vraiment à désespérer Billancourt ?

## APALATEGUI

### Menaces de troc

Alors que de nouvelles rumeurs circulent avec insistance dans la capitale espagnole sur l'éventualité d'un troc entre le militant basque d'ETA V, Miguel Angel Apalategui incarcéré aux Baumbettes, et les inculpés de l'affaire Revelli-Baumont détenus en Espagne, de nouvelles manifestations de masse se sont déroulées en diverses localités d'Euskadi-Sud.

A San Sebastian, la police a fait usage de grenades lacrymogènes et de balles de caoutchouc pour disperser un rassemblement de plusieurs

milliers de personnes.

En Biscaye, ce sont plus de 5 000 personnes qui ont parcouru les rues de Bilbao aux cris de, « liberté pour Apala », « dissolution des corps répressifs » ou « indépendance ». Dans le faubourg industriel de Santurce, quatre mille autres personnes ont manifesté. C'est demain dimanche que doit avoir lieu à Pampelune la manifestation finale de la « Marche pour la liberté » commencée depuis plusieurs semaines. Plusieurs dizaines de milliers de personnes devraient se rassembler dans la capitale de la Navarre.

PORTUGAL

# SOARES RECIDIVE...

**L'emploi et les investissements publics, premières victimes du nouveau plan d'austérité annoncé hier**

Le Premier ministre portugais, Mario Soares, en annonçant dans la nuit de jeudi à vendredi le nouveau train de mesures économiques qui renforcent les précédents plans d'austérité, a montré qu'il avait suivi quasiment à la lettre les « recommandations » des experts du Fonds monétaire international (FMI).

L'escudo, la monnaie nationale, n'est pas de nouveau dévalué (le 25 février dernier, pour la première fois de son histoire il avait été dévalué de 17 %) mais il « flottera » désormais. Hier à Paris, cette flottaison correspondait à une dévaluation de 3 %.

Deuxième mesure, la hausse de

25 % (1) du prix de l'essence et des carburants. Le prix du litre passe de 2 F52 à 3 F12, ce qui fait de l'essence portugaise, l'essence la plus chère d'Europe. Le gouvernement portugais a d'ailleurs annoncé que si cela ne suffisait pas à réduire la consommation interne, un rationnement des produits pétroliers pourrait intervenir avant la fin de cette année.

Enfin, pour couvrir certains remboursements de prêts venus à échéance, 43 tonnes d'or vont être vendues, pour environ un milliard de francs.

Mais c'est sur la mise au pas du secteur public que le gouvernement socialiste suit au plus près les bons

conseils de la délégation des experts du FMI, qui était venue en juillet dernier contrôler de visu l'état de l'économie portugaise. L'Etat va réduire de dix à vingt pour cent ses dépenses prévues en budget, tandis que des coupes sombres vont être opérées dans les investissements publics. L'annonce de la suspension des contrats collectifs, qui garantissent l'emploi dans les « secteurs en difficulté », va permettre au gouvernement qui, depuis un an, a imposé un contrôle des revenus très dur (les prix alimentaires ont augmenté de près de 33 % dans l'année) de passer à une nouvelle étape du grignotage des « conquêtes du 25 avril ».

Déjà dans les derniers mois, le retrait de la participation de l'Etat à une série d'entreprises qui ont été transformées en société à capital mixte ou qui ont été purement et simplement rendues à leurs anciens propriétaires, s'est accompagné d'une véritable « vague de licenciements » ou la « mise en réserve » de nombreux travailleurs.

Au cours de l'intervention télévisée pendant laquelle il exposait le nouveau train de mesures, Mario Soares s'est défendu par avance de trahir son programme et les principes de son parti. Il a lancé un nouvel appel à l'ensemble des forces politiques portugaises pour qu'elles acceptent le « compromis » de l'austérité. Mario Soares n'avait pas de grande illusion sur les chances qu'avait cet appel d'être entendu par le Parti communiste, puisque le premier Portugais a réaffirmé le choix d'un dialogue privilégié avec le Parti social-démocrate (ex-PPD) de Sa Carneiro. Enfin, le Premier ministre a affirmé qu'un prochain remaniement ministériel aurait lieu quand le président de la République et lui-même le jugeraient bon.

Il n'y aura donc pas trop longtemps à attendre pour vérifier que les « conditions » du FMI n'étaient pas seulement économiques et financières, mais bien aussi politiques.

Michel Rovere

## L'OLP dément avoir accepté la résolution 242 de l'ONU

Le conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) vient d'achever ses travaux à Damas. Dans un communiqué, il dénonce « toutes les tentatives visant à porter atteinte à (ses) résolutions et à celles du sommet arabe de Rabat d'octobre 1974. Lors de sa dernière réunion en mars, le conseil central de l'OLP avait notamment « rejeté la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU et toute action qui serait entreprise sur la base de celle-ci, tant sur le plan arabe qu'international. » Cette prise de position infirme donc les propos tenus hier (Rouge n° 433) par le secrétaire de l'ONU, Kurt Waldheim selon lesquels l'OLP reconnaîtrait la résolution 242, c'est-à-dire en fait l'Etat d'Israël. S'il est vrai qu'à la veille de la conférence de Genève sur le Moyen-Orient, l'OLP cherche un compromis, il semble que rien n'a été obtenu jusqu'à présent. M. Khaled Fahoum, président du COLP a toutefois annoncé une prochaine réunion du conseil central de l'OLP dans deux ou trois semaines. Cette nouvelle session se tiendra au moment où s'engageront à New York les conversations américano-arabes, d'une part et américano-israéliennes d'autre part destinées à préparer la conférence de Genève. D'ici là on verra si l'Etat sioniste est prêt à faire des concessions, mais cela semble fort douteux.

### SUISSE

La Coordination nationale des organisations suisses d'opposants à l'énergie nucléaire a transmis au gouvernement fédéral, une pétition signée par près de cent mille citoyens de la Confédération.

La pétition demande un moratoire de quatre ans pour toutes les autorisations d'implantations d'installations atomiques, centrales et dépôts de déchets.

Des manifestations auront lieu ce week-end à Berne et à Graben, villes dans les environs immédiats desquelles des centrales doivent être construites.

### RFA

La police de Karlsruhe a pu faire échouer au dernier moment une tentative d'attentat contre le procureur fédéral Reibmann.

Un couple d'inconnus, qui se serait réclamé de la Fraction armée rouge, aurait pénétré dans l'appartement d'un peintre habitant juste en face du parquet fédéral. Avec trois autres complices, ils auraient mis en œuvre, devant la fenêtre, une orgue de Staline artisanale, pouvant envoyer 42 petites roquettes. L'engin était braqué sur le bureau du procureur fédéral. Le procureur Reibmann avait pris la succession au mois d'avril du procureur fédéral Buback, abattu de plusieurs balles en pleine rue.

## RFA Froide extermination des prisonniers du groupe Baader-Meinhoff

**Klaus Croissant, avocat de la Fraction Armée Rouge (RAF), demande l'asile politique à la France**

Le journal « Die Welt » publiait jeudi un sondage commandé à un honorable institut sur l'opinion allemande et les grévistes de la faim et de la soif du groupe Baader-Meinhoff : 74 % des gens seraient pour la mort. Sinistre verdict, qui éclaire l'isolement des défenseurs des militants terroristes emprisonnés depuis 1972 pour la plupart, mais plus encore l'efficacité des lois

sur l'ordre public, des interdictions professionnelles, de la campagne de presse qui culpabilise toute pensée ou sentiment hors de la norme, de cet édifice véritablement terroriste mis en place en République fédérale par les dirigeants sociaux-démocrates Schmidt et Brandt.

Klaus Croissant, avocat des prisonniers de la « Fraction Armée rouge », exclu de la défense, sous le coup d'un mandat d'arrestation dans son pays, a demandé le droit d'asile en France le 11 juillet dernier. Il a reçu discrètement des journalistes à Paris, où il entend poursuivre sa tâche de défense des prisonniers contre l'œuvre d'extermination dont ils sont victimes. La grève commencée le 8 août par 40 prisonniers est leur cinquième mouvement. Le troisième avait duré 75 jours, de septembre 1974 à février 1975. Les prisonniers exigeaient la fin de l'isolement et leur intégration au système carcéral normal. Le 9 novembre mourait Holger Meinz, qui ne pesait plus que 39 kg. En mars 1977, après le scandale des écoutes (espionnage des entretiens entre les prisonniers et les avocats), commençait un quatrième mouvement : il avait pour but le regroupement des prisonniers par 15 ou 20, et la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre. L'exigence du regroupement était fondé sur une expertise médicale concluant à la détérioration physique inéluctable provoquée par les conditions d'isolement.

Amnesty international avait reconnu dans ce mode de détention une forme de torture. Le gouvernement fédéral cédait pour la première fois, dans le but, selon Klaus Croissant, de se débarrasser définitivement du terrorisme armé. Ce même gouvernement décidait le retour à l'isolement des prisonniers après l'exécution du banquier Ponto cet été. Il savait que les prisonniers répondraient en luttant avec leur vie même, leur seule arme. Il s'agit donc d'un plan mûrement réfléchi par les

### Klaus Croissant ou les droits de la défense

En 1972, M° Klaus Croissant explique à la télévision allemande qu'il faut respecter ceux qui ont choisi de lutter avec leurs armes. Immédiatement, il est dénoncé par la presse comme un sympathisant de la Fraction armée rouge, on demande son interdiction professionnelle. Toute tentative d'explication est assimilée à une connivence avec le terrorisme, est criminalisée. Tous les avocats furent ainsi victimes de la répression ou intimidés. Les lois du 1<sup>er</sup> janvier 1975, adoptées en vue du procès, permettent l'exclusion d'un avocat sur simple soupçon et interdisent la défense collective.

Trois avocats furent exclus, deux arrêtés un mois après l'ouverture du procès pour « danger de fuites ». Croissant fait cinq semaines de prison en 1975. Puis il est assigné à résidence, astreint à un pointage hebdomadaire au commissariat de police, ses papiers d'identité lui sont enlevés. Pour s'être soustrait à ce contrôle, il est sous le coup d'un mandat d'arrestation et inculpé de soutien à association criminelle, c'est-à-dire soutien à des grèves de la faim, possibilité données aux détenus de s'exprimer dans le « Spiegel », conférences de presse, etc.

Il est probable que Schmidt demandera l'extradition à son compère Giscard.

HELMUT SCHMIDT:

VOUS ME FAITES RIGOLER AVEC CETTE HISTOIRE, SI KAPPLER ETAIT MORT HORS D'ALLEMAGNE, ON M'AURAIT ACCUSÉ DE NON-ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER!



autorités fédérales, d'une froide entreprise d'extermination des prisonniers.

Le gouvernement social-démocrate a perfectionné un appareil judiciaire et répressif exceptionnel en Europe de l'Ouest. Il semble prêt à tout pour apparaître à une opinion allemande conditionnée comme le meilleur défenseur de l'ordre contre les terroristes. Ceux-ci militants communistes, qui ont, en conséquence d'une analyse politique aberrante, choisi la lutte armée. Mais personne dans le mouvement ouvrier ne doit oublier qu'ils détruisent les ordinateurs américains qui, d'Alle-

magne, programmaient les bombardements sur le Vietnam du Nord. Andréas Baader, Gudrun Ensslin et leurs camarades sont quotidiennement mis sous perfusion. La mort peut intervenir chaque jour. Une intervention internationale peut seule les sauver aujourd'hui. Elle est entre les mains des dirigeants du PS en France qui ne sauraient demeurer indifférents. Ou faudra-t-il conclure que seules des fins électorales ont amené Mitterrand à présider à la naissance d'un comité pour la défense des libertés en République fédérale ?

Michel Thomas

## TRIBUNE INTERNATIONALE

COMMUNIQUE DU COMITE EXECUTIF DE L'UNEK

Par suite de l'interdiction, par décision préfectorale, de la section lilloise de l'UNEK (Union nationale des étudiants du Kamerun), le 9 août 1977, le comité exécutif de l'UNEK attire l'attention de l'opinion sur cette dangereuse accentuation de la répression contre notre organisation.

L'UNEK juge cette décision pour le moins insolite dans la mesure où :  
1) Sommée de changer son statut juridique, l'UNEK s'était conformée aux exigences qui lui étaient imposées ; il est incompréhensible que le ministère de l'Intérieur sachant qu'il n'y a qu'une seule et même UNEK, choisisse d'interdire une de ses sections par ailleurs dépourvue de toute existence légale autonome, alors même que les démarches engagées il y a de cela huit mois, par le syndicat tout entier, restent encore sans suite ;  
2) dans les nouvelles dispositions, il n'était pas demandé au niveau central « la mise à jour de nos statuts par l'adjonction obligatoire d'un article supplémentaire interdisant toute activité à caractère politique », alors que le préfet le demandait à la section de Lille. Comment comprendre alors qu'on impose à une section locale un formulaire de régularisation juridique incompatible avec celui soumis à l'organisation-mère ? Et de surcroît, tirer prétexte du fait que la dite section n'a pas pris sur elle de contrefaire les textes organiques de l'Union pour l'interdire ?

Tous ces vices de forme cachent mal l'objectif réellement poursuivi par les autorités françaises à la demande du gouvernement de Yaoundé. Une fois de plus, l'UNEK en appelle à la solidarité agissante de tous les démocrates et jeunes de France !

Paris, le 16 août 1977

Après la mort d'un voleur abattu par un brigadier

# Dans le style de l'anti-gang

Le mort portait les menottes...

chaque fois qu'un policier commet ce qu'on appelle aimablement une « bavure », la même polémique rebondit : état de légitime défense dans l'exercice de ses fonctions ou volonté de tuer ? La mort de Mustapha Boukhezzer, abattu mardi dernier à la suite d'un hold-up manqué à Châtenay-Malabry, resoulève la question. Les résultats de l'autopsie pratiquée mercredi, n'ont pas été divulgués, on ignore pourquoi. Le brigadier Marchaudon, celui qui a tiré mardi, comme il avait déjà tiré deux autres fois en faisant mouche, n'a pas été inculpé. Il ne le sera pas, ou alors beaucoup plus tard, pour la forme. Pourtant des témoins affirment l'avoir vu tirer sur sa victime, alors qu'elle était étendue sur le trottoir, déjà touchée, inerte. A-t-on achevé Mustapha Boukhezzer à qui, mort, on a quand même passé les menottes ?

On peut être tranquille : le brigadier Marchaudon trouvera une explication. Si besoin est, avec le secours de l'Aurore qui, hier, écrivait : « Le policier s'est trouvé à un moment face à deux des truands, l'un était armé d'un 11,43 (révolver d'alarme, apprendra-t-on par la suite, mais ce n'était pas écrit dessus). L'autre voyou ne portait pas d'arme apparente. M. Marchaudon aurait alors été amené à faire un sinistre choix et il aurait confié à des collègues qu'il avait tiré sur Boukhezzer, d'abord parce que celui-ci semblait chercher une arme et ensuite parce que son complice se trouvait alors

dans le champ d'un groupe d'enfants. »

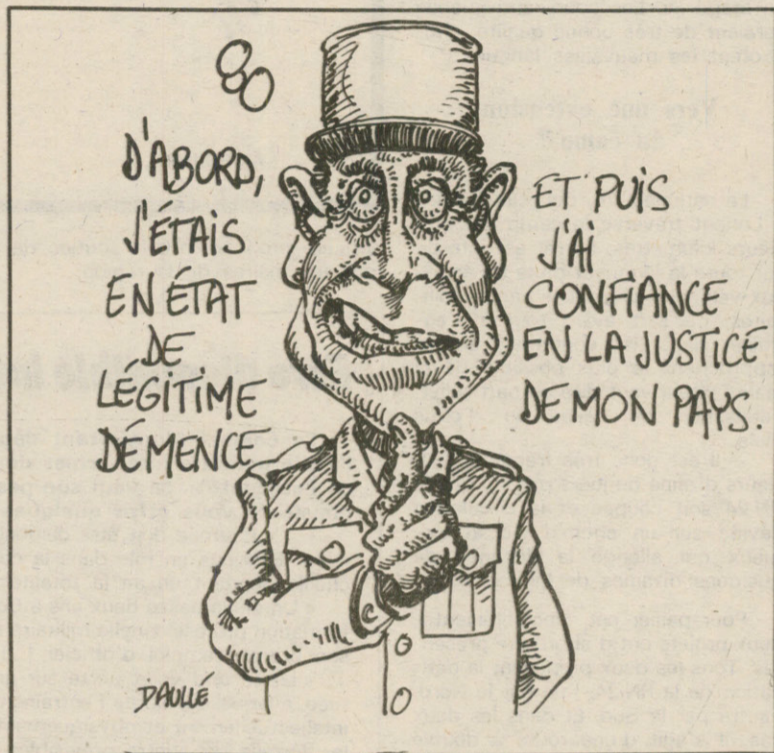
Et l'Aurore de justifier in fine l'emploi de l'artillerie : « Si on peut reprocher à M. Marchaudon d'avoir la gachette facile, on ne peut en aucun cas l'accuser d'avoir tué au hasard ou par manque de sang-froid. Le fait qu'il tire vite et juste est regrettable pour les truands, mais il permet en tout cas à ce policier de pouvoir s'expliquer après la fusillade. Son compagnon, Charles Balmisano, abattu à Barbès (en septembre 1974, NDLR) n'a pu en faire autant. Lui avait crié « Hauts les mains... Au nom de la loi ». Il est mort. C'était son devoir. Boukhezzer est mort : c'est une bavure... »

Cette prose-là est signée d'un nommé Jacques Lesinge. Le 13 mai dernier, un article du même genre, signé de Jean Laborde, paraissait dans le même journal. Il survenait après la fusillade à Arcueil au cours de laquelle un gardien de la paix désarmé fut abattu. « Ils tuent parce que ça leur plaît », écrivait Laborde en évoquant les « apprentis gangsters de banlieue », justifiant par là-même toutes les « bavures » à venir pour cause de légitime défense.

Mais c'est oublier un peu vite l'histoire. Ce n'est pas par hasard que les « bavures » se sont accumulées depuis 1974, année où un certain Poniowski se vit propulsé au ministère de l'Intérieur. C'est l'année où certaine campagne sur la sécurité fut sciemment développée,

encourageant la police à faire usage de ses armes en toutes circonstances. Le battage fait autour de l'anti-gang et de ses méthodes très spéciales date également de cette période.

vice concurrent, « l'office central de répression du banditisme » (OCRB). Pour quelques félicitations officielles et des rapports élogieux qui font toujours bien pour l'avancement, l'anti-gang a coiffé l'OCRB au poteau



Il y eut l'affaire du « Thélème ». Et d'autres encore, telle celle de Saint-Denis, il y a quelques mois, au cours de laquelle la brigade anti-gang abattit deux des cinq malfaiteurs qui venaient d'attaquer une trésorerie municipale. A cette occasion, la fédération CFDT des finances publia un communiqué qui disait notamment : « La brigade anti-gang était sur place avant le hold-up et elle a laissé faire pour mieux tirer dans le tas. »

On peut même ajouter que l'anti-gang était sur le coup depuis plusieurs jours, renseignée par l'écoute assidue de la radio interne du ser-

et s'est faite un carton. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que la concurrence inter-services prenait le pas sur l'efficacité de l'intervention : rappelons l'affaire Pottier, cet inspecteur d'une brigade territoriale abattu par ses collègues de l'anti-gang qui intervinrent sur une affaire où on n'avait pas besoin d'eux.

Le brigadier Marchaudon avait postulé à l'anti-gang, mais avait été refusé. De toute évidence, il n'en avait pas moins retenu certaines leçons et certaines pratiques. Ce sont elles qui ont coûté la vie à Mustapha Boukhezzer.

J.-E. M.

On vous dit tout, on vous cache rien

Maire ne rencontrera pas Marchais

Après les déclarations de Marchais comme quoi « une rencontre avec Edmond Maire serait des plus utiles » la commission exécutive de la CFDT a publié un communiqué rendant publique sa réponse. « Le débat public fondé sur la connaissance réelle des positions respectives est essentiel à l'approfondissement et à l'avancée des idées des travailleurs et à l'ensemble de la population. Nous croyons trop à la vertu de cette forme de débat pour déformer ou omettre tel ou tel aspect des propositions. C'est pourquoi nous souhaitons que chacun puisse préciser ses positions de manière à ce qu'elles ne puissent pas être interprétées faussement. Afin d'être parfaitement éclairées sur vos positions nous vous serions reconnaissants de nous faire parvenir les propositions nouvelles de votre parti sur les questions actuellement en débat pour que nous puissions les intégrer dans notre analyse et nos appréciations. Par contre nous estimons qu'une réunion, dans le cadre précisé dans votre lettre, ne nous paraît pas pour l'instant opportune. »

De nouveaux insoumis embastillés

Eric Schall, insoumis depuis février 1977 et arrêté le 15 août à Chartres est actuellement aux arrêts de rigueur à la caserne Duplex à Paris et y entame son cinquième jour de grève de la faim. Il n'est pas interdit de lui écrire à l'adresse suivante : 6<sup>e</sup> escadron 1<sup>er</sup> régiment du train quartier Duplex 75 987, Paris Armée, ou téléphoner au 555.91.19 poste 34 757 pour avoir de ses nouvelles.

Quant à Michel Lamotte, un autre insoumis qui était également à Duplex, il vient d'être transféré à Fresnes où on peut lui écrire à lui aussi sous la matricule 66 74 25 31 430, 1, av. de la division Leclerc 92260 Fresnes CEDEX. A part ce soutien moral on peut également se fendre d'un soutien matériel en envoyant ses dons au groupe insoumis de Lyon 13, rue Pierre Blanc, 69 001, Lyon.

La paix des braves en Corse

Les barbouzes du mouvement clandestin corse « Francia » (en toute simplicité Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie), qui ont certainement reçus instructions de modérer leurs ardeurs, offrent un cessez-le-feu aux mouvements autonomistes corses contre lesquels il a revendiqué plusieurs attentats ces derniers temps. Ils affirment en outre n'être pour rien dans l'attentat qui a gravement endommagé l'imprimerie du magazine « Kyrn » à Nice. Le lendemain de cette offre généreuse, une explosion suivie d'un incendie a détruit à Prunette, à 50 km de Bastia, « la tour génoise » lieu de rendez-vous des autonomistes. En un mot les instructions n'ont pas l'assentiment de tous.

Meurtres de l'Ardèche toujours introuvables

La police n'a toujours pas retrouvé les trois auteurs d'un hold-up commis, mercredi dernier, contre une agence du Crédit Agricole à Villefort (Lozère). Les fuyards qui, dans leur cavale, ont abattu deux automobilistes, blessé deux gendarmes (dont l'un, grièvement, est entre la vie et la mort à l'hôpital de Montpellier) et blessé un troisième automobiliste, ont jusqu'à présent réussi à traverser les mailles du filet policier qui s'étend sur plusieurs départements.

Hier après-midi, une gigantesque opération de recherche était lancée autour de la ville du Puy, lieu où ont été vus pour la dernière fois deux des hommes.

RECTIFICATIF

Une formule de notre article sur les discussions après la manifestation de Grenoble a pu entraîner quelques confusion. Nous précisons donc que notre critique de l'OCT portait sur des épisodes qui ont eu lieu pendant la manifestation en ville et après celle-ci lors de l'attente du verdict où la situation était assez confuse, et non lors de l'appel à la dispersion.

## LIBERATION DE PARIS Les artifices de Chirac

« As-tu entendu Marie-Louise ? Caroline va se fiancer. — Ouïii, avec Philippe Junot, qu'il est beau !

Tout de même, la différence d'âge. Il paraît que son père est adjoint de Chirac. » A ce moment le discours martial pré-électoral du maire de Paris prenait fin. « Vive Chirac ! »

Quand le défilé militaire essentiellement composé de deux compagnies du régiment de marche du Tchad fut fini, le président des anciens de la 2<sup>e</sup> DB prit la parole entre deux ronds de jambes pour introniser Chirac : « Votre jeunesse, votre dynamisme éclairé et votre fougue font de vous un combattant de premier ordre » lance-t-il dans sa conclusion au président du RPR. La mise en scène était parfaite. Chirac — Leclerc d'un soir — fut à la hauteur de son parler. « Aujourd'hui, devant les menaces extérieures d'une autre nature, sollicitées par d'autres formes d'abandon, c'est le même devoir qui nous interdit les faciles résignations, les fausses prudences et les médiocres calculs. (...) » De temps à autre un concert de klaxons s'éleva du côté des rues avoisinantes, d'impatience ou de joie, on ne sait. Le leader du RPR va s'installer entre deux jeeps pour regarder le montage audio-visuel : chassé-croisé de portraits, Leclerc, De Gaulle, croix de Lorraine, Leclerc, De Gaulle... passionnant ! Feux d'artifice, chant des Partisans, Marseillaise ancienne formule. (paf dans les dents de Giscard), les bidasses en permission sont repartis finir la soirée au « Quartier », les fous du Hermès ont repris le taxi, sous le regard bon enfant des CRS qui l'espace d'une soirée, avaient troqué le casque pour la casquette. Leclerc-Chirac même combat ? L'idée n'était pas mauvaise ; mais au fait, qui a libéré Paris ? Cherchez bien...

Patrick Mars

## BORDEAUX

### COMPROMIS DANS LA COMPOSITION DE LA COMMUNAUTE URBAINE (CUB)

Cette affaire remonte aux élections municipales où la gauche ayant conquis 19 mairies sur 27 réclamait la majorité au conseil de la CUB (Communauté urbaine de Bordeaux). La droite, Chaban en tête, n'était pas décidée à laisser tomber le gâteau aussi facilement : considérant qu'on devait augmenter le nombre de sièges de la plus grosse commune de la CUB, Bordeaux, dont la droite vient de se rendre compte qu'il avait été sous-évalué précédemment.

La guérilla juridique a alors commencé : recours devant le tribunal administratif, refus de siéger, vote d'une loi sur mesure au parlement permettant à Bordeaux de retirer ses billes en cas de conflits. La proposition présentée par Chaban de répartir les sièges de conseillers de la CUB moitié/moitié entre la droite et la gauche avec la présidence confiée à un socialiste avec voix prépondérante, a été acceptée par le PS et ratifiée par 25 des 27 municipalités qui composent la CUB ; seules s'y sont opposées celles de Bègles (PC) et de Bouliac (PS) ; cependant de nombreux élus socialistes ont tenu à

faire clairement savoir qu'ils agissaient par discipline de parti.

Le PC a réagi violemment à la « capitulation du PS » en indiquant que « ce qui vient de se passer est très grave ; le suffrage universel a été bafoûé. Le PS a porté un coup très dur à la crédibilité de la gauche dans le département. Les travailleurs sont en droit de se demander : que feront les socialistes en mars

1978 ? Céderont-ils aux pressions de la droite, pressions qui seront plus fortes vu l'enjeu ? » Le PC accepte cependant de siéger à la CUB sous-réserve qu'on lui laisse « toute sa place ». Une preuve supplémentaire, en tout cas, de la façon dont la bourgeoisie conçoit le respect du suffrage universel : quand il lui est favorable.

QH. François

### Lycéen(ne)s, étudiant(e)s, pour vous des stages...

La Ligue communiste révolutionnaire organise dans la région parisienne, en septembre prochain, des stages destinés aux militants(es) et sympathisants(es) et lycéens(ennes). Les sujets traités : la rentrée, l'eurocommunisme, les femmes, le programme de la LCR à l'école, parti et jeunesse... Le premier stage destiné aux lycéens(es) se tient du 5 au 9 septembre. Les deux suivants, destinés aux étudiants(es) se tiennent du

19 au 23 septembre et du 26 au 30 septembre.

Pour s'inscrire, écrire au plus vite à F. Olivier, 10, Impasse Guéméné, 75 004, Paris, avec la mention « stages », en précisant votre nom, votre adresse, si vous êtes militant ou sympathisant, et en versant 100 F d'arrhes. Chèques à l'ordre SIE. Dernier délai d'inscription pour le stage lycéen : 31 août 1977.

## COËTQUIDAN

# L'ARMÉE CONTRE MERLIN L'ENCHANTEUR

La construction d'une route à double voie entre Plélan-le-Grand (Ille-et-Vilaine) et Ploërmel (Morbihan) sur la route Rennes-Lorient, et dont les différents

Le camp de Coëtquidan date d'avant la dernière guerre, c'était « la coloniale », comme on dit dans la région, qui y tenait ses quartiers. Coëtquidan est encore appelé par les personnes d'un certain âge « Putain-ville » ! C'est en 1946 que l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, créée sous Napoléon Bonaparte, s'installe dans le camp (les Saint-Cyriens sont les seuls qui n'ont pas encore perdu leurs plumes sur la tête, le fameux casoar, pour les défilés...). Elle reste même aujourd'hui, la « voie royale » pour devenir officier, puisque près de 58 % des colonels en sortent et que plus de 40 % de ses élèves sont des fils d'officiers supérieurs, cadres supérieurs ou professions libérales...

### Coëtquidan : la fine fleur

Le camp proprement dit abrite également d'autres écoles et centres divers : l'école militaire inter-armes, qui instruit les sous-officiers, de l'armée de terre qui postulent au rang d'officiers, un centre de perfectionnement pour officiers de réserve de l'infanterie non mécanisée, un groupement d'instruction d'appelés, un centre de préparation militaire pour le Bretagne et la région parisienne. Il faut croire que cela ne suffit pas au général Bizard, le commandant des écoles, (à ne pas confondre avec le général Bigeard...) le commandant des écoles. Celui-ci vient d'annoncer l'installation prochaine d'un chenil régional, d'une école de formation... « Le camp militaire devient trop exigü... », laissa-t-il tomber au cours de ses explications.

N'épiloguons pas sur les bâtiments de l'école, sur la cour d'honneur pavée de marbre, sur les statues équestres amenées de Paris,

projets viennent d'être rendus publics est sans doute le prélude à l'extension du camp militaire de Coëtquidan. Voyons cela de plus près.

mais précisons au passage que certaines armées étrangères (africaines en particulier) envoient leurs cadres en stage ici. Les cours anti-guérilla seraient de très bonne qualité, chuchotent les mauvaises langues...

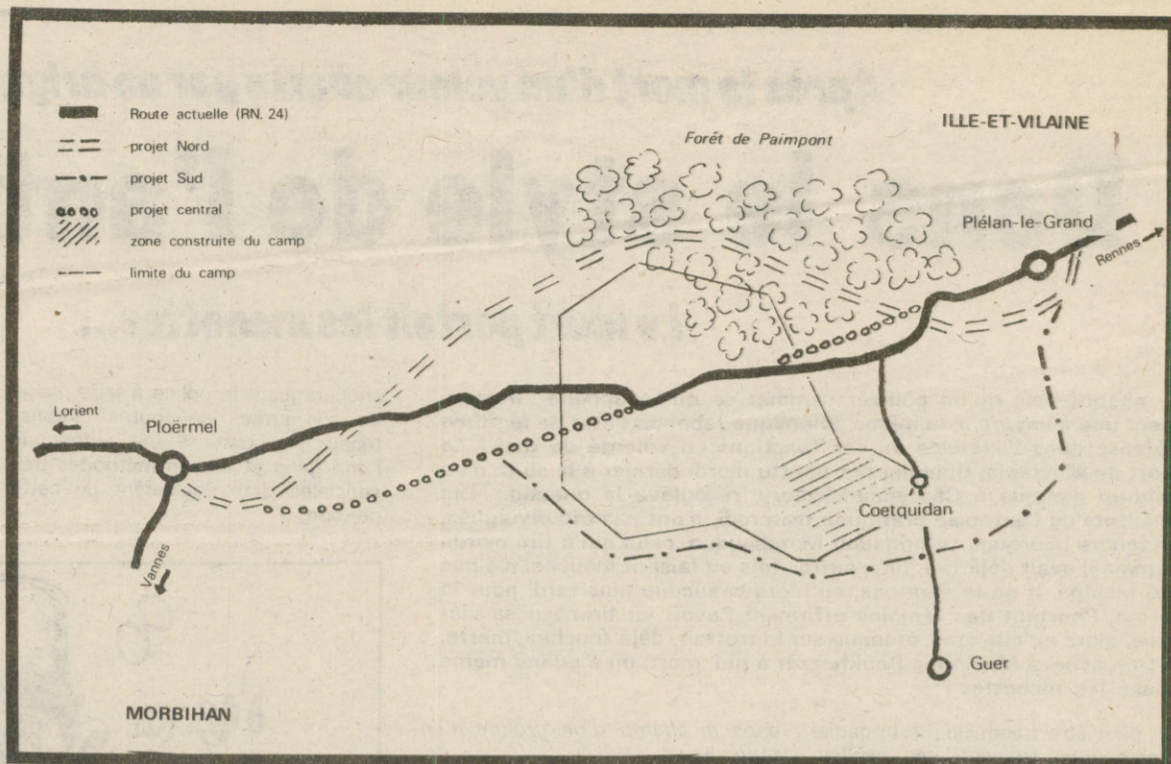
### Vers une extension du camp ?

La nationale 24, qui relie Rennes à Lorient traverse le camp sur plusieurs kilomètres, l'arrêt est interdit sur toute la longueur de la traversée aux véhicules civils. Les camps militaires, ça sert avant tout à s'entraîner dans des conditions qui se rapprochent le plus possible de la réalité ; cela veut dire en particulier, l'utilisation de balles ou d'obus réels.

Il est donc très fréquent, plusieurs dizaine de jours par an, que la RN 24 soit coupée et la circulation déviée sur un chemin vicinal tortueux qui allonge la distance de quelques dizaines de kilomètres.

Pour pallier cet « inconvénient », deux projets ont d'abord été présentés. Tous les deux proposent la dérivation de la RN 24, l'un par le Nord, l'autre par le Sud. Et dans les deux cas, il s'agit d'une route à double voie. Le projet Nord revient à tailler la forêt de Paimpont (celle de Merlin l'Enchanteur pour les amateurs de légendes) sur toute sa longueur. Le projet Sud s'en prend aux terres agricoles. Un troisième projet vient d'être présenté par l'Association de défense des propriétaires et exploitants de la région limitrophe du camp.

Il s'agit ici d'une simple superposition au tracé actuel qui ne remet donc pas en cause la traversée du camp. Plus économique, c'est le plus court tracé et il ne touche pas les cultures, cette



dernière proposition a le soutien de tous les maires de la région.

Le général Bizard répond à ceux-ci que leur projet ne peut être retenu

puisque « Coëtquidan va voir ses activités et ses missions s'amplifier » et d'ajouter qu'il préfère le tracé Nord qui constituerait un excellent pare-feu pour la forêt de Paimpont, précisément menacée en permanence par les incendies du fait de la proximité du camp ! On le voit, les arguments-Bizard sont infaillibles... Il semble en fait que derrière ce projet se cache celui de l'extension du camp, le conflit actuel aurait donc valeur de test pour l'armée. Il fait le dire, pour le moment, ici on est très loin de Larzac et les maires des villages environnants ne remettent absolument pas en cause la présence du camp militaire puisqu'ils proposent la construction de nombreux ponts au-dessus de la RN 24 pour ne pas entraver la capacité de manœuvre du camp...

Les semaines ou les mois à venir nous diront si le pronostic de l'extension est vérifié. Certains déjà dans la région, tout en reprenant à leur compte le projet de l'Association des exploitants, exigent l'abolition du « droit de barrage » de la RN 24 que détient l'armée, dénoncent la désertification qu'entraînent tous les camps militaires là où ils s'implantent et l'entraînement des troupes étrangères par l'armée française.

Marin Pêcheur

## Etre disponible intellectuellement...

Le colonel Montferrant décrit la formation d'un officier à l'école militaire inter-armes de Coëtquidan dans « Les dossiers de l'actualité ». Ça vaut son pesant d'or et on ne résiste pas au plaisir de vous offrir quelques extraits.

(...) « L'armée doit être disponible en permanence, et très rapidement. Elle joue un rôle dans la cohésion de la nation, puisqu'elle recueille pendant un an la totalité de la jeunesse.

« Un élève passe deux ans à Coëtquidan. On lui donne d'abord une formation professionnelle militaire qui a pour but de l'amener à remplir son premier emploi d'officier (...)

« Le second volet porte sur une instruction générale plus accentuée, à laquelle s'ajoute l'entraînement physique. Il faut être disponible intellectuellement et physiquement. Un officier doit être apte à toutes les formes de guerre prévisibles. (...)

« L'instruction d'un officier à Coëtquidan est axée sur « la formation commando ». C'est la base de l'esprit d'officier. (...)

« La première grande satisfaction d'un officier est d'avoir à commander des hommes directement. Il y a peu de profession qui permettent de le faire si pleinement que dans l'armée. A 24 ans, le jeune officier va avoir la responsabilité de 30 hommes et d'un matériel parfois sophistiqué. Capitaine, il aura des responsabilités de gestion ; colonel, il sera en quelque sorte un chef d'entreprise, mais avec une matière première à base d'hommes. »

Comme dit si bien Maxime le Forestier :

« Alors de combats en combats s'est formée ton intelligence. T'as compris qu'il n'y a ici bas que deux engeances. Les gens biens et les terroristes... »

P. M.

## DEBAT SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE

# 6/ Energie nucléaire, développement des forces productives, société socialiste

Nous avons montré dans nos précédents articles que le développement de la science et de la technique ne s'inscrivait aucunement dans un quelconque processus naturel de la connaissance scientifique et, qu'il avait été d'abord déterminé par des choix politiques et à des fins militaires et qu'enfin le recours massif à l'énergie électro-nucléaire ne s'expliquait que parce qu'elle était rentable, c'est-à-dire source de profits pour quelques multinationales.

Le développement des forces productives est aujourd'hui une nécessité impérieuse. Et cela pour une raison fondamentale : les besoins insatisfaits de la grande majorité de la population sont considérables : les deux-tiers de l'humanité vivent dans la misère et la famine quasi-permanente ; dans les pays capitalistes avancés, les besoins en logement, santé, formation sont largement insatisfaits ; de plus, il faut ajouter qu'une diminution radicale du temps de travail est la condition pour permettre à l'ensemble de la population de participer à la gestion de la société, pour permettre à l'homme de se libérer du travail assurant les besoins nécessaires à son existence (nourriture, habillement, logement, santé), et de se consacrer essentiellement à des activités culturelles au sens le plus large du terme.

Or la satisfaction de l'ensemble de ces besoins exigera un développement considérable des forces productives et par là même également

un développement de la production énergétique.

Mais encore ne faut-il pas inverser le problème comme le fait le Parti communiste lorsqu'il déclare sans autres préalables que se passer du nucléaire « reviendrait à admettre la stagnation économique, à s'accommoder de la persistance de la misère dans notre pays, de la malnutrition dont souffrent des centaines de milliers d'hommes dans le monde » (Humanité du 26 juillet 1977). Car il est évident que l'on ne peut pas expliquer la stagnation économique, ni le sous-développement par l'insuffisance de la production énergétique, ni croire que l'on pourra résoudre ces problèmes en rationalisant l'économie capitaliste, en nationalisant le secteur de la production et de la distribution de l'énergie, et en éliminant certains gaspillages. Pour que le développement des forces productives soit dirigé dans le sens de la satisfaction des besoins du plus grand nombre, il faut une réorganisation

Ceci étant précisé, nous devons maintenant répondre à deux questions : le développement des forces productives est-il aujourd'hui nécessaire ou suffirait-il d'utiliser de manière différente l'actuel appareil de production et de répartir de manière « égalitaire » l'ensemble de la production pour répondre aux besoins de l'humanité ? Comment dans une société socialiste les choix en matière énergétique seront déterminés ?

d'ensemble de la production, une planification démocratique, une utilisation consciente des moyens humains et matériels pour la satisfaction des besoins sociaux définis collectivement, à l'échelle internationale, par les producteurs eux-mêmes. Pourtant, certains manifestent un certain scepticisme : une telle conception n'est-elle pas un simple mirage perpétuellement remis en cause par la croissance des besoins eux-mêmes ? par la course perpétuelle à l'accumulation et à la destruction de nouveaux objets pour en produire de plus en plus perfectionnés, par la tendance à recouvrir la face de notre globe de toujours plus de béton, d'acier et de plastique ? Pour nous, il n'y a pas d'équivalence entre développement des forces productives et croissance indéfinie de la production de biens matériels.

Si les besoins culturels de l'homme sont illimités, il n'en est pas de

même pour les besoins devant être satisfaits par des biens matériels.

« La croissance économique n'est pas un but en soi. Le but de l'homme, c'est l'homme, et non toujours plus de choses matérielles (de moins en moins utiles). L'épanouissement de toutes les capacités et potentialités de l'homme a comme précondition la satisfaction assurée des besoins matériels de base ; mais il ne se confond nullement avec cette satisfaction. Et il n'a rien à voir avec la thèse stalinienne, héritée des économistes bourgeois « des besoins sans cesse croissants des hommes pour les biens matériels », thèse qui ne peut fonder qu'une seule chose : l'impossibilité du socialisme. » (E. Mandel)

Mais le développement des forces productives, permettant la production des biens nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme, tout en réduisant au maximum le temps de travail pour leur production, exigera notamment un développement de la production énergétique, l'emploi de nouvelles sources d'énergie, de nouvelles techniques.

De manière générale, on peut affirmer qu'une société socialiste ne serait pas en mesure d'éliminer toutes les technologies dangereuses. Mais à l'occasion de chaque production, elle devrait assurer à l'ensem-

ble des travailleurs la possibilité de comparer le coût social global (ses dangers notamment) au bénéfice social global (son utilité) qu'elle serait en mesure d'apporter à la société.

Ainsi, plus précisément, dans une société confrontée à la possibilité d'utiliser la technologie nucléaire pour produire de l'énergie, c'est l'ensemble des producteurs qui prendraient démocratiquement une décision sur la base d'une comparaison des différentes technologies de production de l'énergie cela en tenant compte de son coût social global, en regard du bénéfice social global. L'ensemble des membres de la société socialiste ferait démocratiquement un choix basé sur une évaluation coûts-bénéfices très précise, à l'échelle de la société toute entière, avec l'exigence que simultanément, les bénéfices soient maximisés et les coûts minimisés, les bénéfices justifiant les coûts.

De plus, alors que le capitalisme est condamné à raisonner à court terme, parce que la concurrence ne laisse pas de répit et que l'état du marché fluctue fréquemment de façon imprévisible, ces choix pourront se faire en considérant les coûts et les bénéfices sociaux à long terme. Et c'est entre autre pour cette raison que le choix de la technologie nucléaire sera rejeté.

(à suivre)  
G. Aguirre

**Après les faux-chômeurs, le ministre du Travail s'en prend aux fonctionnaires de l'Agence nationale pour l'emploi et de l'Inspection du travail**

## BEULLAC-LA-MENACE

C'est dans l'après-midi de jeudi à Clermont-Ferrand que Beullac, ministre du Travail, a rencontré 150 patrons de la région Auvergne. Etait-ce le fait de s'être heurté à une grève dans l'agence locale pour l'emploi qu'il devait visiter (« Rouge » d'hier) ? Etait-ce le fait d'un repas trop arrosé ? Toujours est-il que M. le ministre s'est nettement laissé aller. Les aveux cyniques ont allègrement cotoyé les menaces méprisantes. On hésite encore à trier dans les déclarations de M. Beullac, tant chacune mérite d'être publiée.

La aveux d'abord : « La majorité gagnera si vous (NDLR : les patrons) nous aidez à résoudre le problème de l'emploi des jeunes. » Quelle meilleure façon de reconnaître que le souci gouvernemental pour l'emploi a des fins purement électorales et n'a rien à voir — comme le souligne le

je vous le remets. » Comment mieux souligner l'impuissance totale du gouvernement et sa soumission aux intérêts patronaux ? Mais prenez votre valise, M. Beullac, personne ne vous retient !

« Si vous alimentez bien l'ANPE en offres et qu'au mois d'octobre, elles sont refusées par les jeunes, vous vous rendez compte de la force de l'argument pour montrer que le problème de l'emploi est posé dans de mauvais termes. » On vous rappelle que c'est le ministre du Travail qui dit ça. M. Beullac doit être le premier ministre du Travail en France à souhaiter ouvertement que des travailleurs au chômage refusent un emploi...

« Pourris par la politique »

Sur la lancée, Beullac est alors passé aux menaces à l'égard de deux catégories de travailleurs qui dépendent directement de son

ministère. Les agents de l'ANPE, qui ont osé faire grève pour sa venue ont été menacés de sanctions, parce que « pourris par la politique ». Les inspecteurs du travail, qui osent « refuser systématiquement les licenciements », ont eu droit à cette précision : « J'ai mis sur la touche des membres du ministère du Travail qui s'étaient livrés à des excès » et à ce commentaire : « Je connais des inspecteurs du travail qui ne sont pas courageux et qui n'agissent qu'avec une certaine couleur de lunettes. » Et Beullac de terminer le tour du sujet en apothéose : « On connaît mal la législation sur les licenciements. Il y a plus de possibilités qu'on ne croit en ce domaine. »

Même les patrons auvergnats n'ont pas dû en croire leurs oreilles. Passons sur l'incohérence d'un ministre qui, dans la même réunion, implore les patrons d'embaucher pour leur rappeler quelques minutes plus tard qu'il existe plusieurs ficelles encore mal utilisées pour licen-

Un homme dangereux

Reste l'incroyable violence des attaques. Venant après les déclarations de Barre sur l'emploi des jeunes à Colmar, elles indiquent claire-



### COMMUNIQUÉ

« Christian Beullac, qui devrait être le garant du droit au travail, a considéré comme scandaleux que le personnel de l'ANPE du Puy-de-Dôme se soit mis en grève lors de sa venue à Clermont-Ferrand. Le droit de grève existe. Les travailleurs de l'Etat comme les autres sont parfois amenés à en user. La grève leur a permis d'exprimer leur désaccord avec les diverses conditions de travail qui leur sont faites. De plus, nous dénonçons avec

eux, violemment, les mesures nouvelles concernant l'aide au retour des travailleurs immigrés et l'emploi des jeunes comme étant des moyens de diminuer artificiellement le taux de chômage jusqu'aux prochaines élections. Une grande partie du travail des agents de l'ANPE est actuellement au seul service de la politique du pouvoir en place et non à celui des travailleurs. Et c'est cela qui est scandaleux. »

ment qu'au gouvernement, on compte plus sur le bâton que sur la carotte pour tenter de camoufler le chômage. La peur qui inspire à l'évidence les propos de Beullac est le meilleur indice de l'échec gouvernemental. « A défaut de pouvoir justifier la politique antisociale du

gouvernement (...), M. Beullac perd son sang-froid et dit n'importe quoi », indique un communiqué de l'union départementale CGT du Puy-de-Dôme. M. Beullac dit n'importe quoi, c'est vrai. Mais M. Beullac est dangereux.

E.E.

Après un article d'un conseiller de Mitterrand,

## La valse du SMIC

CGT et CFDT prendront-elles position sur les 2400F minimum ?

Dans le « Matin » d'hier, Laurent Fabius, présenté comme « un des proches conseillers de François Mitterrand » consacre un long article à démontrer que le SMIC doit être fixé par la gauche à 2 200 F et pas un centime de plus.

Résumons son argumentation : tous les partis signataires du Programme commun — explique-t-il — sont d'accord contre la droite pour augmenter fortement les bas salaires. La vraie question est donc selon lui : « Tout est-il possible tout de suite ? »

« Socialistes et radicaux de gauche proposent de porter le SMIC à 2 200 F en mars 1978 sur la base de quarante heures. Soit environ 25 % d'augmentation. Le Parti communiste retient le même chiffre de 2 200 F mais pour avril 1977. Soit une hausse en mars 1978 d'environ 35 à 40 % »

Pour justifier le chiffre du PS, Fabius avance une série d'arguments :

1) Il invoque d'abord la continuité : les 2 200 F sont « à quelques francs près » l'équivalent du SMIC prévu par le Programme commun de 1972, qui « était alors de 1 000 F, compris comme 1 000 F en mars 1973 ».

2) Il explique, ensuite, qu'augmenter fortement les bas salaires, c'est en fait déclencher un mouvement généralisé de revendications salariales : « La hausse du SMIC aura évidemment des conséquences très

importantes sur de nombreuses prestations sociales (...) surtout elle aura des incidences profondes sur la masse des salaires. »

3) Au bout du compte, c'est la catastrophe : « Dans un premier temps, une très forte hausse des bas salaires, accompagnée d'un blocage des prix, aboutit à une amélioration du pouvoir d'achat, à une limitation de l'inflation et à une baisse du chômage par une relance de la demande. Mais rapidement l'inflation repart de plus belle sous l'effet combiné de la hausse des rémunérations, de la chute de la monnaie et du déséquilibre extérieur. Le chômage s'accroît du fait des réticences à investir et pour compenser la progression des salaires. Le déséquilibre extérieur augmente. Au bout du compte — et il est vite fait — le pouvoir d'achat des plus pauvres se dégrade par rapport à ce qu'il était au départ. Quelque temps encore et le terrain est prêt pour une dictature ou une trahison. »

4) C'est pourquoi refuser les 2 400 F, c'est assurer la réussite de l'Union de la gauche : « Ces 15-20 % ne tracent nullement la ligne de partage entre une stratégie de pro-

fonde transformation sociale et une politique de gestion. Mais ils pourraient bien être la marge qui sépare les bases de la réussite des conditions de l'échec. »

Cette argumentation a de quoi laisser perplexe plus d'un militant syndical. Fabius se réfère aux 1 000 F de mars 1973. Mais il omet de signaler que c'est en 1968, soit cinq ans plus tôt que les syndicats avaient posé la revendication du SMIC à 1 000 F. La CGT et la CFDT faisaient-elles alors de la surenchère ? Demandaient-elles plus à de Gaulle qu'elles n'entendaient le faire à un gouvernement d'Union de la gauche ?

Il explique qu'une forte hausse des bas salaires stimulerait des luttes d'autres couches de travailleurs pour obtenir des augmentations proportionnées. C'est effectivement probable. Mais l'augmentation des salaires n'est pas « naturellement » génératrice d'inflation. Elle ne l'est que si les travailleurs laissent aux capitalistes les moyens de reconstituer leur marge de profit en augmentant leurs prix. Pas s'ils se mobilisent pour imposer leur contrôle au niveau de la production et de la distribution. Pas si le gouvernement décrète le monopole du commerce extérieur.

Fabius devrait donc expliquer pourquoi la politique économique

qu'il préconise laisse délibérément le champ libre à toutes les manœuvres des capitalistes en les considérant comme inévitables, au lieu de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs pour y faire échec.

La CGT et la CFDT sont aujourd'hui d'accord pour estimer que 2 200 F c'est le minimum nécessaire pour vivre décemment aujourd'hui (et non pas dans six mois, surtout vu le rythme actuel de l'inflation). Elles ont multiplié récemment les déclarations affirmant leur autonomie et leur indépendance non seulement par rapport aux partis de gauche, mais aussi par rapport à un gouvernement d'Union de la gauche, en cas de victoire électorale. « Nous serons raisonnables, mais fermes sur nos exigences », ont-ils expliqué en substance.

C'est le moment de passer des paroles aux actes. A quand un communiqué de la CGT et de la CFDT expliquant qu'elles exigeront 2 400 F minimum en 1978, et qu'en cas de refus elles mobiliseront les travailleurs pour les obtenir ?

A moins que les chiffres avancés ne soient pas considérés par les dirigeants confédéraux comme l'expression de besoins essentiels des travailleurs, mais comme des « objectifs négociables », c'est-à-dire révisables en baisse...

Félix Lourson

Saint-Etienne  
Manufrance

Les difficultés  
d'une municipalité  
de gauche  
actionnaire

Suite aux difficultés que connaît Manufrance à Saint-Etienne, le plan Durafour-Blanc qui prévoyait 1 100 licenciements est abandonné (l'entreprise emploie 3 600 salariés, dont 2 400 Stéphanois, et 15 000 dans la sous-traitance). Les projets des curateurs nommés par la chambre de commerce ne sont pas encore rendus publics qu'une polémique s'est engagée. Pinay, qui a rencontré Barre à ce sujet, se dit persuadé que le Premier ministre est décidé à sauver Manufrance. Cela ne se fera pas sans licenciements, implicitement admis par la municipalité PC de Saint-Etienne. Le maire, Joseph Sanguedolce, déclare : « Les licenciements sont pour nous la pire des choses, mais nous ne pouvons pas dire qu'il n'y en aura pas. » La municipalité de Saint-Etienne détient 30 % des actions de Manufrance. « Nous ne braderons pas les actions de la ville, nous ne bafouons pas la volonté du fondateur de Manufrance, Etienne Mimard. » (sic !), ajoute-t-il, dénonçant les projets qui consisteraient à les remettre à des partenaires privés.

La municipalité a multiplié contacts et discussions pour faire admettre l'idée de lancer des fabrications nouvelles. Une municipalité ouvrière doit-elle accepter d'entrer dans ce jeu ? Elle est inévitablement piégée sur ce terrain-là et conduite, à son corps défendant, à accepter la possibilité de licenciements aujourd'hui, la remise en cause des acquis des travailleurs demain pour que l'usine tienne le coup dans la jungle de la concurrence capitaliste. Seule la lutte et la mobilisation pour la nationalisation de Manufrance sous contrôle ouvrier permettrait de s'opposer au chômage et au dépérissement économique de la ville sans sacrifier les intérêts des travailleurs.

M. T.

En lutte...

Chômage technique  
à la SMN de Caen

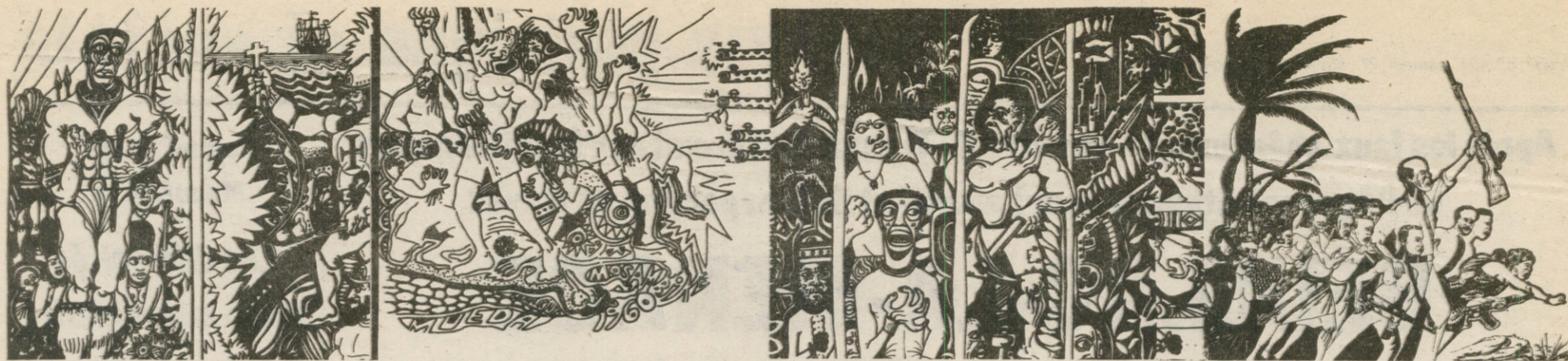
Une journée chômée par semaine sera observée pendant les quatre derniers mois de 1977 à la Société métallurgique de Normandie à Mondeville, près de Caen, qui emploie 6 000 personnes. C'est la première fois qu'une telle mesure est prise sur une période aussi longue pour raisons économiques.

Réduction d'horaires  
chez Clark à  
Meinau-Strasbourg

La direction de Clark équipement France à Meinau-Strasbourg (chariots élévateurs, engins de travaux publics, grues) réduit les horaires à 32 h à partir du 19 septembre prochain. Cette mesure touchera 85 % de l'effectif, soit 429 salariés.

Licenciements chez  
Holweg (Strasbourg)

Les établissements Holweg (machines pour arts graphiques) qui possède des unités de production à Strasbourg, Rosheim et Saint-Dié dans les Vosges annonce qu'elle va procéder à 55 licenciements sur les 550 salariés qu'elle emploie. Les horaires avaient été réduits à 32 h depuis le 22 août.



Collective Poster, Londres

## Samedi soir sur FR 3, un film remarquable: « 25 » : Libération du Mozambique

Invitez les amis, ouvrez la télévision, discutez-en après coup, le lendemain et la semaine prochaine... Ce soir, samedi, la série d'émissions intitulée « le Choc des cultures », sur FR3, à 21 h 30, va se terminer par un film d'un intérêt exceptionnel. « 25 », film réalisé par les Brésiliens Zé Celso et Celso Luccas, retrace avec vigueur l'itinéraire de la lutte de libération au Mozambique. La plus politique, la plus militante des émissions de la série « le Choc des cultures » est en même temps une œuvre extraordinaire.

25 juin 1962 : fondation du Frelimo (Front de libération du Mozambique). 25 septembre 1964 : début de la lutte armée. 25 avril 1974 : chute de la dictature salazariste au Portugal. 25 juin 1975 : indépendance du Mozambique. Cette coïncidence des dates donne son titre au film.

Des images prises par les colonisateurs eux-mêmes, détournées de leur fonction initiale (publicité du thé, propagande officielle de la guerre coloniale réalisée par les militaires portugais), vous montreront la réalité de soumission et d'esclavage qu'occultait la colonisation, sous les oripeaux d'une mission « civilisatrice ». Des images prises dans

les zones libérées vous montreront comment se dresse un peuple pour prendre en main son destin.

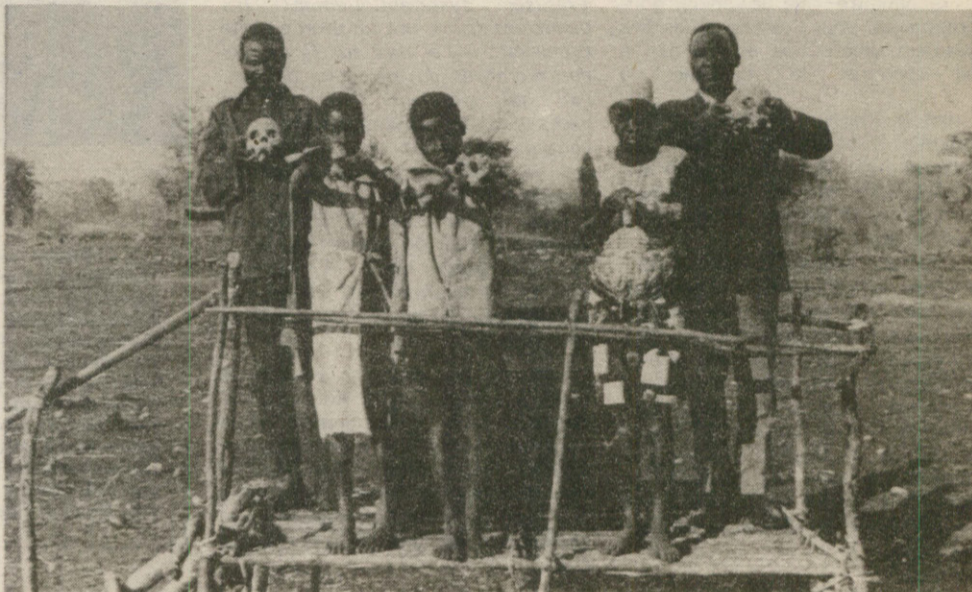
Vous entendrez aussi Samora Machel, dont la verve a fait quelque scandale récemment... Enfin, vous assisterez à un spectacle qu'on ne peut pas décrire avec des paroles : la journée de l'indépendance à Maputo.

« 25 » ne suit pas du tout le schéma traditionnel des films militants, avec leur didactisme parfois rébarbatif, souvent simplificateur. Les réalisateurs n'ont pas hésité à embrouiller quelque peu la chronologie. Ne vous laissez pas dérouter. Car ce qui est transmis dans ce film est justement une dimension humaine, culturelle, sociale, en général absente de la plupart des documentaires, même ceux qui partagent les objectifs des processus révolutionnaires qu'ils entendent présenter.

Ne baissez pas le volume, ce soir. Vous vous expliquerez après avec les voisins. Laissez-vous envahir par cette explosion de chants et de danses par laquelle un peuple exprime la joie de retrouver sa liberté. C'est une histoire qui commence...

P.A.P.

*Le choc des cultures, à 21 h 30*



« C'est un film fait du point de vue du colonisé et s'adressant à d'autres colonisés, avec un nouvel alphabet », disent-ils. « C'est un film passionné, un film d'amour. »

tout ça, aussi bien pendant la prise de vues que pendant le montage. La structure du film, d'ailleurs, épouse la dialectique de certains rituels africains...

Les deux cinéastes brésiliens ont eu la satisfaction de voir 25 montré pendant quinze jours dans la grande salle du cinéma Scala, à Maputo, où les Noirs n'entraient guère auparavant. Salle comble tout le temps. Le public mozambicain ne voyait pas de distance entre le film et lui : les chants, les légendes, étaient repris en chœur par tous. La bande sonore se trouvait ainsi « doublée » de façon magnifique. Une réception en somme enthousiaste.

Le film sera montré au Brésil lors d'un prochain festival cinématographique. Les réalisateurs souhaitent qu'ensuite il puisse être montré là-

bas un peu partout. Le gouvernement brésilien, soucieux de se ménager de bonnes relations avec les nouveaux pays africains, serait dans une situation délicate pour interdire un film « historique » comme 25. Et pourtant, entendre, voir, la lutte de classes dans sa propre langue, le portugais, est quelque chose qui risque de faire tilt dans pas mal de têtes...

Zé Celso et Celso Luccas aimeraient que les spectateurs en France se laissent emporter par le courant chaleureux qui traverse le film. Après, discutons du destin de la révolution en Afrique. Mais, n'ignorons pas la dimension de véritable bouleversement social et culturel qu'implique l'indépendance conquise de haute lutte par tout un peuple, si bien soulignée par ce film.

Paulo Antonio Paranagua

### « C'est un film d'amour »

nous ont dit les réalisateurs Ze Celso et Celso Luccas

Quelques jours après avoir vu 25 en projection de presse, nous avons rencontré Zé Celso et Celso Luccas. Une conversation à bâtons rompus, où nous avons parlé longuement de leur travail.

Après le 25 avril, ils étaient au Portugal, comme beaucoup d'autres Brésiliens, avec tout leur groupe Oficina-Samba. Cette troupe se trouve à l'origine de quelques unes des plus importantes réalisations théâtrales au Brésil, ces dernières années : en 1968, le festival mondial du théâtre de Nancy applaudit leur création *le Roi de la chandelle*, d'après Oswald de Andrade ; à Paris, une représentation eut lieu le soir des barricades au Quartier latin, le 10 mai...

Sans connaître préalablement grand-chose au processus de la libération des colonies portugaises, Zé Celso et Celso Luccas sont partis au Mozambique, avec trois opérateurs de la télévision portugaise, pour « couvrir » l'indépendance. Ils se sont laissés envoûter par l'enthousiasme populaire. Quand ils reviennent au Portugal, avec huit heures de pellicule filmée, l'idée d'un long métrage s'imposa pour eux. D'autant plus que des recherches dans les archives de la télévision portugaise leur font découvrir un matériel inestimable, où l'on peut trouver des traces de toute la longue lutte de libération.

#### Difficultés

Pourtant, des difficultés surgissent. Le 25 novembre (date du coup d'arrêt donné au processus révolutionnaire



portugais), les surprind en plein montage. L'épuration à la télévision ne tarde pas : 122 travailleurs de gauche expulsés, tandis que de nombreux rapatriés d'Afrique prennent leurs places. Le travail de Zé Celso et de Celso Luccas se heurte désormais à une hostilité tenace. On leur multiplie les bâtons dans les roues. Grâce au soutien du gouvernement mozambicain, qui considère leur film comme partie du patrimoine culturel du pays, ils auront enfin les moyens de le conclure.

Un exemple de la « ligne Soares » dans ce domaine. Le matériel filmique, disponible

en archives au Portugal n'est plus accessible librement, comme c'était le cas après la chute du salazarisme. Mais, en plus, comble de cynisme, on a maintenant l'intention de détruire tout le matériel filmé après le 25 avril 1974, sous prétexte qu'on manque de place pour le conserver. Comme si, en éliminant la révolution portugaise des archives cinématographiques on s'attendait à l'effacer plus facilement de la mémoire du peuple. Alors, camarade Jean Daniel, qu'en penses-tu ?

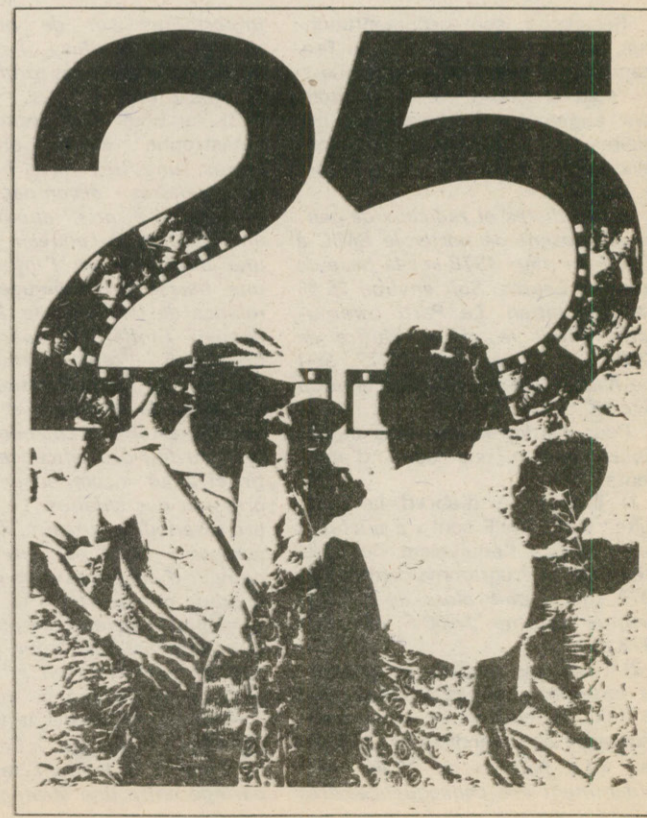
Zé Celso et Celso Luccas ne prétendent nullement avoir fait une œuvre « objective ».

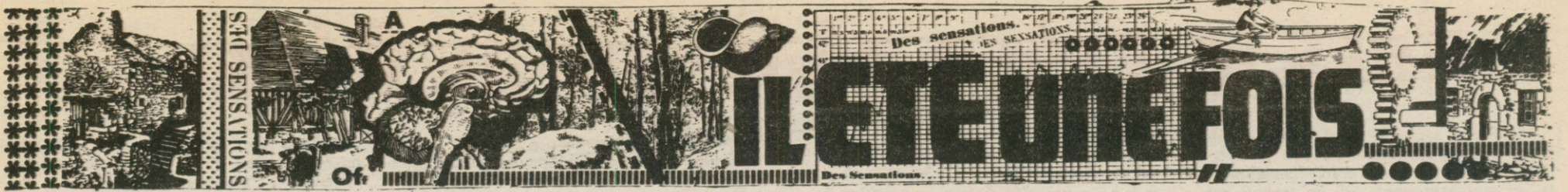
#### Une nouvelle culture

Ils ont été frappés par le véritable essor culturel des masses auquel ils ont assisté pendant les commémorations de l'indépendance. Le peuple manifestait avec éclat la dimension internationaliste de sa lutte, soulignait avec force son sentiment antiraciste, son rejet de théories telles que celle de la « négritude ». Mais, en même temps, il retrouvait son identité culturelle, par tant de siècles écrasée, sa personnalité propre tant méprisée, de ses danses et de ses cérémonies, les bases d'une nouvelle culture nationale.

Cette dimension culturelle de la libération, Zé Celso et Celso Luccas ont voulu la montrer dans leur film. Ils ont tenu à montrer la véritable jouissance physique et spirituelle d'un peuple qui se sent libéré du joug colonial. Dans les fêtes de l'indépendance, en effet, il n'y a pas que la satisfaction politique de la victoire et l'espoir d'un changement, il y a un sentiment plus intime, plus viscéral, plus profond, qui s'exprime puissamment.

Les réalisateurs de 25 ont cotoyé dans leur travail des journalistes occidentaux qui avaient une attitude parfaitement académique, non engagée devant leur sujet. Ils filmaient comme s'ils avaient devant eux un match de football, un défilé militaire ou un portrait de famille à faire. Les opérateurs de la télévision portugaise qui ont travaillé pour 25 eurent eux-mêmes du mal à se débarrasser des habitudes. Zé Celso et Celso Luccas ont voulu bousculer





**Jacques Blot à la « Cour des Miracles », Moi, j'ai pas aimé... mais les goûts et les couleurs...**

Il s'appelle Jacques Blot. C'est un chansonnier d'après-mai 1968. Réellement chansonnier et réellement d'après-mai 1968. D'un côté, je ne suis pas sensible à cette façon de faire rire qui n'échappe pas à une conception un peu rase-bitume des gens. C'est la grosse rigolade entre anciens de quelque chose : les anciens de l'armée, de la coloniale, de la vie de garçon... sur le dos des autres... De l'autre côté, l'air de Mai 1968 attire la sympathie, surtout qu'il a quelquefois la dent dure et la formule heureuse quand il épingle les « nouveaux philosophes ». Mais c'est trop un clin d'œil aux anciens de Mai 1968 dans l'esprit des chansonniers. Moi, je n'aime pas ça. Vous n'êtes pas obligé de me suivre, c'était juste pour vous prévenir.

D. F.

Jacques Blot, à « la Cour des Miracles » à Paris, avenue du Maine, à côté de la tour Montparnasse. Jusqu'au 25 septembre à 23 h. C'est 25 F.



## « Plus ça va, moins ça va » de Michel Vianey

1. Michel Vianey écrit le scénario et les dialogues de *Lily aime-moi*... Superbe !  
2. Michel Vianey réalise son premier long métrage *Un type comme moi ne devrait jamais mourir* qui multiplie par dix les rares défauts de *Lily* (facilité et pirouettes dans la narration, séquences et personnages caricaturaux dans certains épisodes parisiens, par exemple la « soirée » chez Flo/Juliette Gréco...) et n'en retrouvait aucune des qualités. Bon ! Passons... C'était son premier film...

3. Michel Vianey réalise son second long-métrage *Plus ça va, moins ça va* avec une pléiade de bons comédiens : Marielle, Carmet, Garcin, Louis Jourdan... et le résultat laisse pantois !

Un film long (2 h), complaisant, démagogique, phallo, ambigu et, ce qui ne gâche rien, emmerdant !

Bien sûr, on ne peut faire jouer à Marielle et Carmet des personnages tels ceux créés par Folon, Rufus et Dewaere dans *Lily*, mais enfin... ces deux flics minables et racistes qui traquent un sadique sur la Côte d'Azur semblent tout droit sortis du plus mauvais scénario d'Audiard... Le scénario est nul, les dialogues indigestes, les personnages faux et sans intérêt, la musique de Mort Schuman, assez conne, fera bien un petit tour au hit-parade d'Europe 1 ; bref, à un tel niveau de platitude et de complaisance, on peut difficilement invoquer le second degré...



Le pire, c'est que dans le press-book distribué à la presse, Vianey s'attribue allègrement la paternité complète de *Lily aime-moi*, ce qui en renforcera beaucoup (dont moi) dans l'impression que le charme du film devait beaucoup, sinon tout à l'interprétation et à la réalisation de Dugowson.

Enfin, pour ne pas paraître tirer un trait trop épais sur ce film, je signalerai une assez belle scène, qui est un hommage involontaire à *Pierrot le fou* de Godard : le suicide au cours d'une « par-

ty » d'un comédien vieillissant qui, déguisé et grimé en Auguste, se lève les poches de cailloux pour s'enfoncer lentement dans la piscine, jusqu'à ce que ne flotte plus que son melon noir sur le bleu profond de l'eau (Ah ! Magritte...) mais je ne suis même pas sûr que l'idée n'ait été piquée quelque part, et de toute façon, 5 mn sur 2 h, c'est bien peu !

A la troisième marche de sa jeune carrière, Michel Vianey a très bien choisi son titre : *Plus ça va... moins ça va !* Michel Laszlo

## Télévision

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.35 Au pays de l'arc-en-ciel (série américaine)
- 14.05 Restez donc avec nous
- 14.10 Mission impossible (série américaine)
- 17.10 Cimarron (série)
- 19.10 Dessin animé
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Adieu mes quinze ans (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Johnny Halliday au Palais des Sports
- 21.25 Sergent Anderson (série américaine)
- 22.15 A bout portant
- Jean Marais.
- 23.15 Journal

A 2

- 15.00 L'aube de l'histoire
- Le drame d'Alésia.
- 15.55 Des animaux et des hommes
- 17.30 Sports été
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Le mariage de Figaro
- 23.30 Journal

FR 3

- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Thalassa
- La course autour du monde.
- 20.30 Regards sur les TV étrangères
- Mon père et moi (film Danois)
- 21.30 Le choc des cultures
- n° 5 : Vinte Cinco.
- Vinte Cinco, c'est-à-dire 25. 25 juin 1962 : création du Front de libération du Mozambique (cf. article ci-contre).
- 23.00 Journal



Dimanche TF 1

- 13.00 Journal
- 14.05 Guerre et Paix (feuilleton britannique)
- N° 8 : l'incendie de Moscou.
- 17.35 Le château de verre (1950)
- Drame sentimental de René Clément d'après un roman de Vicky Baum.
- 19.15 Les animaux du monde
- La faune de la Méditerranée
- 19.45 Journal
- 20.30 Valdez
- Western d'Edwin Sherin.
- 22.00 Henry Moore
- Chez lui. Emission consacrée au sculpteur anglais.
- 22.50 Journal

A 2

- 15.00 Le cirque Knie
- 15.55 Drôle de sarcophage (film TV américain)
- 17.30 Soif d'aventures : les hommes du désert (documentaire)
- 17.55 Abracadabra
- 18.35 Shazzan
- 18.55 Tom et Jerry
- 19.00 Stade 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Jeux sans frontières
- 21.55 Bouquets de ronce (série)
- 22.50 Le magicien, l'empereur et les démons
- Cette émission de Claude Sambaïn est consacrée à Giuseppe Arcimboldo, peintre italien qui vécut au XVI<sup>e</sup> siècle, tombé dans l'oubli et redécouvert par les surréalistes qui s'en réclamèrent.
- 23.35 Journal

FR 3

- 20.05 L'essie (série américaine)
- 20.30 L'homme en question
- Maurice Rheims.
- 21.30 Ciné-court
- Patrick Bokanowski : les images qu'on a dans la tête. On ne connaît pas Patrick Bokanowski, mais Ciné-court est habituellement l'une des rares bonnes émissions du dimanche soir. Alors, si vous avez un moment...
- 22.20 Journal
- 22.30 Cinéma de minuit : Cycle Mankiewicz
- The late George Apley (1946)
- CF. article ci-contre.

A partir de dimanche, sur FR3

## HOMMAGE A JOSEPH MANKIEWICZ

« Si le cinéma parlant n'existait pas, Mankiewicz l'aurait inventé », déclaraient Coursodon et Tavernier dans « 30 ans de cinéma américain ». Et il est vrai que toute l'œuvre de cet intellectuel cultivé et raffiné est bâtie autour du langage de la parole, des dialogues brillants que ses personnages utilisent pour leurs affrontements psychologiques ou leurs déchirements cruels... Puissance et force du verbe, moteur de toute action...



De tous les cinéastes américains, il est certainement le plus terrible clinicien du caractère humain, s'attachant tout autant, sinon plus, au caractère de ses personnages qu'à leurs actes.

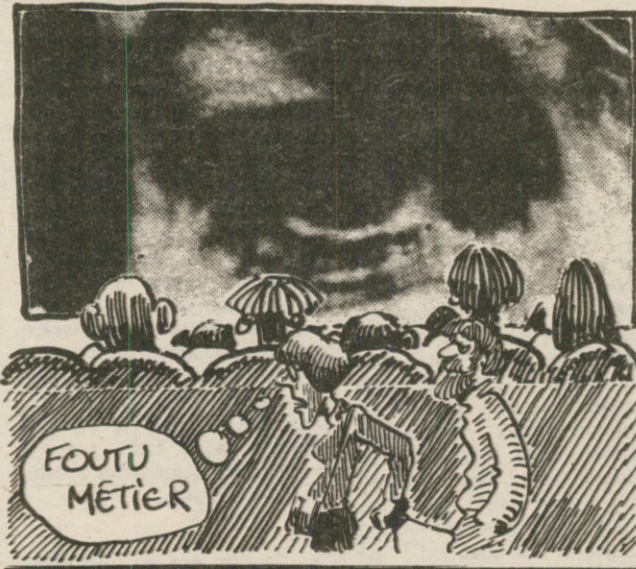
C'est dire l'intérêt de cet hommage de Joseph Mankiewicz qui débute dimanche soir par un film inédit en France « The Late George Apley », datant de 1947.

Mankiewicz scénariste (dont seize films pour W.C. Fields)...

Mankiewicz producteur (en particulier du premier film américain de Fritz Lang, « Fury », admirable plaidoyer contre le lynchage, la violence et le fascisme...)

Mankiewicz réalisateur de vingt films en trente ans (son dernier, « le Limier » date de 1972). Un cinéaste à découvrir ou à retrouver dans la continuité des films proposés.

Michel Laszlo



### La librairie Rouge demande de l'aide

La librairie Rouge, 10 impasse Guéménée, Paris IV<sup>e</sup> manque de bras (mais on peut amener sa tête aussi) pour mener à son terme les travaux d'embellissement et d'agrandissement entrepris au début de l'été. Tous les camarades qui ont un peu de temps sont donc les bienvenus afin qu'elle puisse rouvrir ses portes le plus vite possible.



La librairie cherche une molyette en bon état pour faire ses courses.  
Téléphonez à Adrien ou Anne, 272.68.82 ou 272.88.96.

PARIS-AVIGNON  
Cherche deux places Paris-Avignon. Participation aux frais. Dimanche soir ou lundi matin. Appeler Martine, le matin, au 577.07.77, poste 21.49.

\*\*\*\*\*  
Je désire prendre contact avec la LCR  
\*\*\*\*\*  
NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....  
PROFESSION .....  
LIEU DE TRAVAIL .....  
A retourner à Rouge, 2 rue Richard-Lenoir,  
93 100, Montreuil.  
\*\*\*\*\*

# Vers la grève générale au Pérou ?

Le Pérou a connu le 19 juillet la plus grande grève nationale de son histoire. Pour riposter contre le plan récessionniste du gouvernement, qui se traduit par une augmentation massive des prix et un blocage des salaires, l'ensemble des secteurs se sont mis en branle : classe ouvrière, paysans, chômeurs, enseignants, étudiants.

Dès la promulgation du plan gouvernemental à la mi-juin, les travailleurs des banques font grève d'une heure et demie. Parallèlement, à Lima, les quartiers populaires et les étudiants se mobilisent contre les hausses des transports publics. Cette mobilisation s'étend à Cuzco (au sud du pays), où le 16 juin, une grève spontanée paralyse la ville : les ouvriers industriels, les employés de commerce, les paysans, les ménagères, les étudiants participent au mouvement : la CGTP (Confédération générale des travailleurs péruviens, la principale organisation syndicale du pays) appelle alors à la grève de vingt-quatre heures dans cette ville. Le gouvernement répond par la violence : plusieurs morts, de nombreux blessés, des arrestations. Mais il est aussi obligé de consentir une légère réduction des prix des transports.

La lutte s'étend à tout le pays. Au Sud, dans les départements de Puno, Ayacucho, Arequipa, Tacna. Dans les mi-

nes de Toquepala, une grève de quarante-huit heures a lieu ; le secrétaire général du syndicat, Victor Cuadros, a été expulsé du pays le 6 juillet. Au Nord du pays, à Trujillo, les populations des *barriadas* (bidonvilles) se mobilisent aussi contre le plan du gouvernement et pour de meilleures conditions de vie (électricité, eau). La police, à nouveau, n'hésite pas à tuer. Au centre, à Huancaayo, les grévistes bloquent les routes, les ponts, les voies ferrées et les autorités décrètent le couvre-feu. Le 5 juillet, les enseignants sont en grève au plan national, à l'appel de leur syndicat, le SUTEP.

Dans cette situation, sous la pression des masses, les principaux syndicats se coordonnent en un commando national de lutte (qui regroupe des syndicats d'ouvriers, d'employés, de paysans, d'enseignants) : celui-ci appelle à la grève nationale unitaire du 19 juillet.

La grève fut totale ; même les adhérents de la C TP, centrale pro-gouvernementale qui n'a pas appelé à la lutte, firent grève. Dans certaines zones industrielles, les usines se regroupèrent en « coordination de zone » pour organiser la mobilisation. Le centre de la grève fut Lima : des piquets de grève se formèrent, les principales artères furent bloquées, des barricades érigées. Les rares autobus qui tentèrent de circuler furent

interceptés par les grévistes. Les chômeurs des bidonvilles se joignirent massivement au mouvement ; c'est dans ces bidonvilles que la répression fut d'ailleurs la plus brutale, en particulier à San Juan où une manifestation de 5 000 personnes fut attaquée par l'armée.

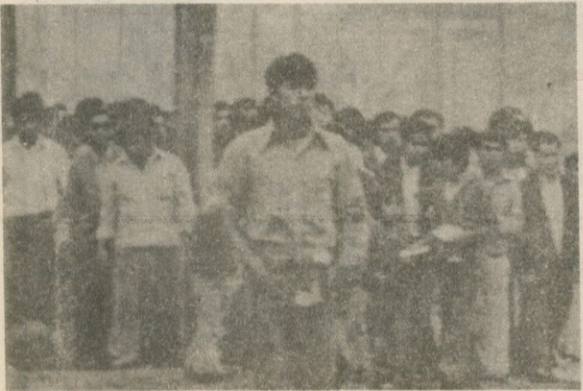
Le gouvernement reconnaît officiellement 6 morts pendant la journée du 19 juillet ; en réalité, il y en eut peut-être 50, peut-être plus. Les arrestations furent nombreuses ; déjà, avant la grève, les secrétaires généraux de la CGTP, Eduardo Castillo, et de la CNT (Centrale démocrate chrétienne) Victor Sanchez, furent arrêtés et les locaux investis par la police. D'autre part, après la grève du 19 juillet, 5 000 travailleurs furent licenciés pour fait de grève, en vertu d'un décret promulgué deux jours après la grève et autorisant le licenciement, pendant 15 jours, des syndicalistes « responsables » de l'arrêt de travail.

Mais malgré cette répression, la mobilisation continue. Le 25 juillet, dans les mines du centre, une grève illimitée a été déclenchée ; elle a duré une semaine et a été durement réprimée. Le relais a été pris depuis le 3 août par les mineurs de cuivre du sud, à Toquepala. Car toutes les revendications demeurent : rétablissement du pouvoir d'achat, garantie d'emploi, etc. Une petite augmentation du salaire minimum a été

concedée par le gouvernement, mais elle ne résout rien. Et à ces revendications initiales, s'ajoutent aujourd'hui : la libération des emprisonnés, le retour au pays des expulsés, la réintégration des travailleurs licenciés pour fait de grève.

Mais le maintien de la mobilisation s'accompagne d'un intense débat politique dans le mouvement ouvrier : la direction du PCP (Parti communiste) veut éviter une nouvelle grève générale et cherche le dialogue avec le gouvernement ; sous la pression du PCP, la CGTP s'est retirée du commando national de lutte. Mais le gouvernement refuse de négocier : il ne connaît que la répression. Dans cette situation, le PCP est dans l'impasse, d'autant qu'une formidable pression des masses s'exerce sur lui. Malgré le retrait de la CGTP, le commando national de lutte s'est maintenu et continue à faire de l'agitation. Les secteurs de lutte de classes proposent des grèves de solidarité aux luttes des mineurs, afin d'éviter leur isolement. Car l'isolement est un très grand danger pour les luttes d'aujourd'hui, étant donné l'ampleur de la répression.

La pression pour la solidarité, c'est aussi la pression pour une nouvelle grève nationale unitaire, pour une grève illimitée contre la politique du gouvernement militaire, pour la satisfaction des revendications. C.H.



La grève générale du 19 juillet, une retentissante gifle au régime militaire...

Ce qui se passe actuellement au Pérou est très important pour l'avenir des luttes de classes dans ce pays. Pour donner une approche de la situation du Pérou, Rouge a interviewé à Lima un militant du Parti socialiste internationaliste, une organisation qui participe avec les autres organisations trotskystes du pays (FIR, FIR-POC-T, FIR-IV, PST) à la commission de coordination qui discute de la construction d'une section péruvienne de la IV<sup>e</sup> Internationale qui unifierait tous ces groupes.

Lima, le 10 août 1977.

## ● Quelle est la politique actuelle du gouvernement Morales Bermudes ?

— Sur le plan économique, le gouvernement militaire du général Morales B. a développé les structures capitalistes. Des secteurs productifs, nationalisés pendant le gouvernement Velasco A. ont été rendus au privé : c'est déjà le cas de la pêche, et des négociations sont en cours avec l'impérialisme en ce qui concerne le pétrole et les mines. Depuis 1973, la crise éco-

nomique s'est développée : augmentation des prix, augmentation du déficit de la balance des paiements (qui atteint en 1976 : 560 millions de dollars), augmentation parallèle de la dette extérieure et donc de la dépendance vis à vis de l'étranger. Dans cette situation, l'objectif du gouvernement est de sauver les capitalistes de la récession en augmentant la surexploitation du travail. Une série de lois ont été promulguées pour augmenter le salaire réel. Mais

Morales B. n'a pas un appui total dans la bourgeoisie péruvienne : celle-ci le considère comme un gouvernement de crise ; une forte opposition civile se développe contre le programme économique de Morales, en particulier contre l'excès des dépenses dans le secteur public.

## ● Pourquoi une opposition civile ?

— Sur le plan politique, Morales est aussi un gouvernement de transition : il s'agit de transmettre graduellement le pouvoir à la bourgeoisie civile. Morales a promis une assemblée constituante pour 1978 et l'élection de l'exécutif pour 1980. Il y a cependant un problème non résolu : à qui va s'appliquer la démocratie, quels partis seront légaux ? Pour les partis bourgeois, aucun problème : ils seront légaux. Mais pour la gauche, c'est différent. Le gouvernement veut, certes, une « ouverture démocratique », mais pour la classe bourgeoise uniquement ! La difficulté, c'est que le projet constitutionnel intégrera les organismes corporatifs tels que la confédération nationale agraire, la confédération nationale des communautés industrielles, organismes créés à la suite de la réforme agraire et de la réforme industrielle et minière de 1968. Or le Parti communiste péruvien (PCP) est présent dans ces organismes.

C'est donc un problème politique compliqué pour le gouvernement militaire. Car pour réussir son projet politique de transmission du pouvoir aux civils (bourgeois), il faut une condition : rompre avec le PCP et étouffer le mouvement ouvrier pendant toute la période intermédiaire de transfert du pouvoir. Toute la politique de Morales a été, depuis son coup d'Etat, orientée dans le sens de la répression, alors que sous le régime de Velasco (qui était aussi une dictature militaire), les syndicats avaient pu se développer. Aujourd'hui, les grèves et les réunions sont interdites : pour toute action, il faut demander l'autorisation à l'autorité militaire de la zone correspondante. Il y a aussi une autre forme de répression contre la classe ouvrière : le gouvernement fixe centralement le maximum de salaire ; ainsi, les salariés ne peuvent négocier avec leurs patrons des salaires supérieurs à celui fixé par décret.

## ● Quelle est la situation des travailleurs, à la campagne et à la ville ?

— Le but de la réforme agraire de 1968 avait été, sur les terres des hauts-plateaux (l'altiplano andin), d'intégrer une agriculture encore archaïque au système de production capitaliste, l'Etat a racheté la terre à l'oligarchie foncière en l'indemnisant avec

des bons convertibles dans l'industrie.

Pour la paysannerie, ceci s'est traduit par une expulsion massive de la terre : 1,6 millions de paysans n'ont pas pu accéder à la propriété et ont dû quitter la campagne. Formellement, le régime de propriété introduit par la réforme agraire, c'est la répartition de la terre entre les communautés et les coopératives. Mais c'est une fiction : en réalité, la terre appartient à l'Etat ; il l'a rachetée et la revend aux paysans, qui doivent payer en vingt ans. Cet engagement de paiement sur vingt ans est le biais principal par lequel l'Etat est présent à la campagne. C'est aussi lui qui fixe les prix des produits, les structures de production, les impôts. Le mot d'ordre des partis ouvriers a toujours été le non-paiement de la dette agraire par les paysans, et de grandes mobilisations dans tout le pays se sont déroulées sur ce mot d'ordre en 1973.

## ● Et dans les villes ?

— Un problème très important est celui du chômage et du sous-emploi. Au Pérou, 50 % de la population active est au chômage. Avec la crise économique, le sous-emploi ne fait qu'augmenter. Une loi de 1976 organise ce chômage : elle crée le régime des « eventuales », c'est-à-dire de travailleurs temporaires sans aucune garantie d'emploi : les patrons peuvent employer les

ouvriers pendant 90 jours avant de les embaucher définitivement. Depuis, dans chaque entreprise, il y a un grand nombre de temporaires ; ils n'ont aucun droit syndical en cas de licenciement au bout de 90 jours, ils sont payés au-dessous des salaires habituels, ils ont une charge de travail supérieur à celle des autres ouvriers. Aujourd'hui, 30 % du prolétariat est sous ce régime temporaire. Cela revient à organiser l'instabilité de l'emploi.

Sur le plan du pouvoir d'achat, la situation n'a fait que se détériorer ces dernières années : depuis 1975, le salaire réel a baissé de 30 % et il est aujourd'hui plus faible qu'en 1968.

En juin dernier, le ministre de l'Economie et des Finances, Piazza, a établi un plan économique qui aggrave encore la situation : augmentation des prix, blocage des salaires, réduction des dépenses publiques. Cette politique a été dictée par le Fonds Monétaire International(1) qui, pour refinancer la dette extérieure, a imposé des conditions draconiennes ; par exemple, le prix de l'essence a été augmenté (ce qui fait que depuis 1975, il a été multiplié par 7) ; de même, les prix des produits alimentaires de première nécessité ont prodigieusement grimpé en quelques mois.

(A suivre)

La fin de l'interview sera publiée dans le journal de lundi.



... qui n'hésita pas à envoyer l'armée tirer contre les manifestants dans tout le pays (ici à Huancaayo)...

## Les militaires qui dirigent le Pérou

3 octobre 1968 : une «junte militaire révolutionnaire» présidée par Juan Velasco Alvarado s'empare du pouvoir.

Elle entreprendra de profondes transformations du pays en assurant en développement accéléré du capitalisme (au détriment de la vieille oligarchie foncière).

29 août 1975 : une révolution de palais chasse Velasco au profit de Morales Bermudes. Ce changement est lié à l'incapacité de Velasco d'aborder de front la crise économique, c'est-à-dire d'engager une politique qui fait payer aux travailleurs les frais de la crise. La répression va en s'accroissant.



... mais qui cherche toujours à négocier avec les directions syndicales. Ici le ministre (militaire) du Travail discutant avec des dirigeants ouvriers.